

Madame, Monsieur,

Chers Amis,

Chers Camarades,

C'est pour moi un réel plaisir que d'ouvrir pour la deuxième fois, notre 3e Université d'été dans sa forme actuelle.

Je veux m'éloigner quelque peu du spectacle sordide du pouvoir pour quelques propos d'ordre général.

En particulier je veux insister sur une idée. La génération actuelle a la responsabilité d'affronter dans le présent l'hypothèse future et proche d'un grand choc écologique et anthropologique. Je veux prendre un exemple partiel avec la question pétrolière. Les cinquante prochaines années seront marquées par la raréfaction de la ressource pétrolière et par des conséquences en chaîne sur l'organisation du monde dont la guerre n'est que la partie émergée. Les deux chocs les plus violents à venir étant selon toute hypothèse les crises de développement en cascade que provoquera la crise énergétique du fait de notre organisation sociale actuelle et inséparablement les crises de subsistance avec le problème agricole.

Alors que moins de 20% de la population mondiale consomme 83% des ressources naturelles, alors que nous sommes entrés dans une nouvelle phase d'extinction des espèces vivantes comparable en masse à la phase d'extinction des dinosaures, notre combat et notre réflexion doit s'élever au niveau de l'avenir des civilisations humaines, de leur objet et de leur but.

Le capitalisme a ceci de fascinant qu'il est puissamment intégrateur. Parler de l'organisation économique du système actuel, c'est discuter aussi sa puissance culturelle, sa capacité à diffuser sa morale bien au-delà des relations économiques pour s'étendre aux rapports entre les êtres du social aux sphères les plus intimes.

Un philosophe parle de l'effondrement possible des structures de l'imaginaire humain. Il veut dire par là que la puissance intrusive des industries culturelles, que la violence colonisatrice des images et des signes que nous absorbons par exemple par la télévision plus de trois heures par jour peut conduire à l'assèchement de la capacité de milliard d'êtres humains à établir entre eux et avec eux-même des relations libres des injonctions du marché.

Ainsi je veux insister devant vous sur le fait que si nous parlons beaucoup, à juste titre, de la crise écologique, nous devons introduire dans le débat public l'idée de crise anthropologique, de crise de développement de la civilisation humaine. A l'échelle de l'histoire mondiale, des civilisations puissantes ont prospéré et disparu. Les Incas, l'empire romain. Et la civilisation a reparu, plus loin, ailleurs. Ce qui nous sépare de ces

temps anciens, c'est que la civilisation est désormais un bloc planétaire. Ainsi, le risque « systémique » est un risque pour l'humanité toute entière, pour l'espèce.

Ces réflexions ne nous éloignent pas des idéaux de justice sociale, de combat économique et des impératifs du présent trop présent de l'actualité politique ordinaire. Ces réflexions ne nous éloignent pas des bases matérielles, économiques et financières, de la crise du devenir humain. Ces réflexions invitent au contraire à discuter avec ces millions de personnes qui subissent les inégalités sociales et qui ressentent le trop-plein de vide des sociétés contemporaines.

Ainsi j'ai la conviction de chaque petite partie du problème, le droit des salarié-es dans l'entreprise par exemple, renvoi à la question du problème tout-entier, pour qui, pour quoi produire ? Dans quels buts ? Pour quelle utilité sociale ?

A l'issue des grands échecs et des grands bouleversements de la pensée critique, communiste et progressiste, qui ont désunifié le mouvement d'ensemble, nous sommes confrontés aujourd'hui au problème de l'unification de ces pensées multipliées et multiples, non pas d'abord au sens étroitement politique, mais d'abord au sens du projet, du travail, du dialogue. Non pas l'unification au sens de la négociation et de la coexistence tolérante mais l'unification par le débat et le partage. Prendre la route pour une culture commune de transformation sociale. Prendre la route avec ce qui nous horripile, nous défrise ou avec ce que nous ne comprenons pas encore. Prendre la route avec nos erreurs et nos vérités, avec nos bagages légers et lourds pour dialoguer sans concession avec nos amis voyageurs.

Deux jours passés à écouter ce qui se racontait à l'Université d'été d'ATTAC ont achevé de me convaincre qu'une partie du mouvement réfléchissait en propre à partir des hypothèses fondamentales du communisme politique. Parfois deux pas en avance, parfois deux pas en retard, en tout cas jamais à notre heure et c'est bien ainsi.

Ce développement me conduit à l'idée suivante. Si les forces sociales sur lesquelles nous voulons nous appuyer pour changer le monde sont réticentes ou indifférentes aux idées que nous avançons, comment résoudre ce problème ? Il y a d'abord la pensée égotique : ils sont dans l'erreur ou nous sommes dans l'erreur. Le problème sera alors de convaincre. Il y a une deuxième voie : prendre le temps de déconstruire nos concepts, nos idées et ceux d'autres courants de pensée pour les reconstruire et les remonter.

Deux exemples à l'appui de cette remarque. Le débat croissance / décroissance. L'anathème, c'est-à-dire d'un côté « sales productivistes », de l'autre « sales obscurantistes » ne sert qu'à renforcer des camps qui séparent des individus et des idées partageant en réalité beaucoup plus qu'ils ne l'affirment. Se mettre d'accord, si d'aventure c'est possible, c'est d'abord se mettre d'accord sur ce avec quoi nous ne sommes réellement pas d'accord. Pourquoi nier par facilité ce qui est vrai c'est-à-dire par exemple que la croissance du PIB n'est pas un indicateur efficace du caractère civilisé des organisations sociales ou encore que la réponse à la crise énergétique et écologique passe à la fois par une nouvelle ère de l'industrie de la ville et du transport public, par un besoin

immense de recherche scientifique et technique, par le changement du contenu de la production industrielle au profit de ce qui dure, de ce qui se répare et par le recul de la civilisation où l'on est possédé par les objets.

Deuxième exemple, les services publics. Ils sont au cœur de la réflexion de toute pensée de changement. Une des lignes de débat est la relation à l'Etat. Ce débat est classique et pourtant continue de nourrir de réelles oppositions : comment gérer les biens communs de l'humanité ? Ou encore comment expliquer la facilité avec laquelle le capitalisme libéral a procédé à la destruction de services essentiels aux populations. Là encore, l'une des réponses à cette question est relativement partagée : le problème, c'est leur gestion, c'est-à-dire la capacité réelle d'appropriation par les populations. L'origine du problème est simple et il est pourtant dans les faits terriblement compliqué puisque nous n'arrivons pas s'agissant du service public comme s'agissant des entreprises privés à dépasser le slogan des « droits nouveaux pour les salariés, les usagers et les élus » pour que cela résonne dans l'imagination et les actes de celles et ceux avec qui nous parlons. La démocratie de participation pourtant l'un des piliers pour réussir de nouvelles formes d'appropriation sociale, non-étatiste, a été subverti par le système au point d'en devenir l'une des thématiques du discours des dominants. Nous sommes donc devant un problème. L'un des concepts essentiel pour penser à nos yeux l'émancipation humaine produit que de faibles effets sociaux et politiques. Il faut donc regarder dans le moteur ce qui cloche.

Vous l'avez compris ce discours d'introduction à notre Université d'été prend la forme d'un plaidoyer.

Un plaidoyer pour une forme de politesse envers nous-même et envers celles et ceux avec qui nous parlons. Une politesse qui fait taire l'injonction du capitalisme au mouvement perpétuel, au changement qui ne change rien pour aller à la rencontre sans préjugé, sans esprit de domination de notre propre pensée et de toutes celles qui existent dans le mouvement critique, progressiste, communiste, transformateur.

Une politesse qui fait l'éloge de la lenteur dans les relations humaines et politiques, qui prend le risque de penser lentement pour penser vraiment. Une politesse qui fait taire radicalement le populisme, l'esprit simple des communicants, qui tient en respect la vulgarité de l'exercice politique dans la société du spectacle pour entretenir une relation de respect, au fond profondément républicaine, avec nos concitoyens et nos concitoyennes.

Ce plaidoyer a aussi pour but de vous dire l'esprit avec lequel l'équipe des formations a préparé notre Université d'été.

Nous l'avons donc préparé avec beaucoup de politesse à votre égard c'est-à-dire en essayant de vous offrir une pensée complexe mais non pas dominante.

Ainsi, notre point de vue est que l'utilité de cette Université n'est pas militaire au sens où nous formerions à un message des « troupes » mais, démocratique au sens où nous

pensons qu'élever le niveau de compréhension et de débat du collectif communiste participe d'une efficacité plus grande de notre engagement commun.

L'efficacité réside à nos yeux dans le fait que l'on se parle mieux, que l'on agit mieux ensemble, que l'autonomie individuelle et collective est un produit de l'éducation et de la pensée et non pas d'une simple déclaration de principe. On est plus libre quand on peut vraiment être avec les autres, penser avec eux et parfois contre eux. Et à partir de là, le parti peut se transformer, le changement des comportements politiques est le produit de changements plus profonds auxquels nous participons tous. Les transformations culturelles précèdent les transformations politiques et ne la suivent jamais ou alors pour le pire.

Avant de remercier, je veux conclure par deux idées.

Premièrement, cette Université est incomplète et nous assumons cet incomplétude. Plein de questions nous manquent. Mais, c'est une partie du problème. Diagnostiquer ce qui manque vraiment mais aussi ce qui manque et qui ne devrait pas nous manquer. C'est-à-dire faire le deuil d'une pensée qui prenne la totalité sous son aile pour penser que nous pouvons dire à peu près le tout dans des pensées précises et particulières. Ce que nous appelons « propositions » doit aussi apprendre plus à raisonner facilement avec l'ensemble.

Deuxième et dernière idée pour vous dire que nous en avons beaucoup pour la prochaine édition. Des plus simples, ouvrir une garderie pour les parents ou offrir la possibilité d'un ou deux jours au soleil pour une petite somme supplémentaire, au plus compliqué : placer l'Université du Pcf sur la trajectoire d'un lieu d'éducation populaire ouvert à toutes et tous, ce qui est déjà un peu le cas, puisque nous accueillons des amis intéressés par nos travaux.